

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Observations sous Cour eur. D.H., gde ch., 21 janvier 1999, Fressoz et Roire c. France, req. n°29183/95

Lachapelle, Amelie

Published in:

Les grands arrêts de la jurisprudence fiscale

Publication date:

2020

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Lachapelle, A 2020, Observations sous Cour eur. D.H., gde ch., 21 janvier 1999, Fressoz et Roire c. France, req. n°29183/95. dans F Stévenart-Meeûs & E Traversa (eds), *Les grands arrêts de la jurisprudence fiscale: principes généraux*. Grands arrêts, Larcier , pp. 280-283. <<http://www.crid.be/pdf/crid5978-/8624.pdf>>

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

III.5.6. Publication dans la presse des revenus d'un personnage public

Cour eur. D.H., gde ch., 21 janvier 1999, Fressoz et Roire c. France, req. n° 29183/95

Liberté d'expression en matière fiscale – Liberté de la presse – Liberté de communiquer des informations – Droit du public de recevoir des informations – Devoirs et responsabilités des journalistes – Protection des droits d'autrui – Nécessité dans une société démocratique – Publication d'extraits d'avis d'imposition – Secret professionnel – Secret fiscal – Informations accessibles au public en vertu du droit national

Résumé en français

L'affaire « Fressoz et Roire » met en jeu la publication dans le journal satirique « Le Canard Enchaîné », à l'appui d'un article, d'extraits des avis d'impositions du PDG de l'entreprise Peugeot. L'article vise à démontrer que ledit PDG a bénéficié d'une augmentation salariale alors qu'une telle augmentation a été refusée au personnel de l'entreprise. Les requérants, respectivement l'ancien directeur de publication du journal en cause et un journaliste pour ce journal, ont été condamnés par les juridictions nationales pour recel de photocopies de déclarations d'impôt provenant de la violation du secret professionnel par un fonctionnaire des impôts non identifié.

Saisie du litige, la Cour européenne des droits de l'homme a admis qu'une telle condamnation représentait une ingérence dans le droit des intéressés à la liberté d'expression, consacré par l'article 10 de la CEDH. En particulier, la haute juridiction a considéré que la divulgation de certaines données fiscales (jouissant déjà d'une certaine publicité conformément au droit interne) à propos d'un contribuable déterminé (personnalité publique : PDG de Peugeot), à l'occasion de la publication d'un article de presse, pouvait, dans certaines circonstances (conflit social), contribuer à un débat public relatif à une question d'intérêt général (emploi et rémunération).

Observations

A. Faits

Les requérants, Monsieur Fressoz et Monsieur Roire, sont respectivement ancien directeur de publication du journal hebdomadaire *Le Canard Enchaîné* et journaliste pour cet hebdomadaire. Le 27 septembre 1989, le journal satirique fait paraître un article, signé par Monsieur Roire, intitulé « Calvet met un turbo sur son salaire ». L'article est accompagné d'une photocopie d'un extrait des trois avis d'imposition de Monsieur Jacques Calvet, PDG de l'entreprise Peugeot. Alors que la direction de Peugeot vient de refuser au personnel une augmentation

salariale, les avis d'imposition de son PDG démontrent qu'il a, quant à lui, bénéficié d'une sensible augmentation salariale entre 1986 et 1988. Il apparaît que les photocopies des avis d'impositions ne peuvent avoir été remises à la presse que par un fonctionnaire de l'administration fiscale, soumis à une obligation de secret professionnel, mais celui-ci ne peut être identifié avec certitude. Les requérants sont alors condamnés en appel pour recel de photocopies de déclarations d'impôt provenant de la violation du secret professionnel par un fonctionnaire des impôts non identifié. C'est ainsi qu'ils saisissent la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B. Intérêt de la décision

La Cour européenne des droits de l'homme examine la condamnation pénale des requérants comme une « ingérence » dans l'exercice de leur liberté d'expression. Pareille immixtion enfreint l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, sauf si elle est « prévue par la loi », dirigée vers un ou des buts légitimes au regard du paragraphe 2 et « nécessaire » dans une société démocratique pour les atteindre.

Les parties s'accordent à dire que la mesure était prévue par la loi, en l'occurrence les articles 460 de l'ancien Code pénal et L. 103 du code des procédures fiscales, et poursuivait des buts légitimes, à savoir protéger la réputation et les droits d'autrui et empêcher la divulgation d'informations confidentielles.

Le nœud du litige réside dans le respect de la condition de nécessité dans une société démocratique. À cet égard, la Cour admet que la divulgation de certaines données fiscales à propos d'un contribuable déterminé, à l'occasion de la publication d'un article de presse, peut, dans certaines circonstances, contribuer à un débat public relatif à une question d'intérêt général. L'article litigieux intervenait effectivement « dans le cadre d'un conflit social, largement évoqué par la presse, au sein d'une des principales firmes automobiles françaises : les salariés revendiquaient des augmentations de salaires que la direction refusait. Celui-ci démontrait que le dirigeant avait bénéficié d'importantes augmentations de salaires à l'époque, alors que parallèlement il s'opposait aux demandes d'augmentation de ses salariés » (§ 50). Aussi, la Cour souligne que l'emploi et la rémunération suscitent généralement beaucoup d'attention de la part du public qui jouit, en vertu de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, du droit de recevoir des informations.

S'agissant des informations fiscales plus spécifiquement, la juridiction européenne observe que les informations sur le montant des revenus annuels de Monsieur Calvet étaient déjà, dans une certaine mesure, accessibles au public. En effet, le droit fiscal français prévoit déjà une certaine transparence : « les

contribuables communaux peuvent ainsi consulter la liste des personnes assujetties à l'impôt dans leur commune, liste faisant mention du revenu imposable et du montant de l'impôt pour chaque contribuable » (§ 53). Il s'ensuit que, comme le reconnaît d'ailleurs le Gouvernement français, les informations sur le montant des revenus annuels de Monsieur Calvet étaient licites et leur divulgation autorisée. Qui plus est, les salaires des dirigeants de grandes entreprises, telles que Peugeot, sont régulièrement publiés dans des revues financières. Monsieur Roire indique d'ailleurs s'être référé à une revue de ce type pour vérifier la fiabilité des avis d'imposition qu'il avait reçus. Monsieur Roire s'est, ce faisant, conformé aux règles de la profession journalistique dont le respect s'impose, selon la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme, en vertu de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme (§ 52).

Dans un tel contexte, la condamnation des requérants pour avoir simplement publié le support, à savoir les avis d'imposition, ne saurait être justifiée au regard de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui protège « le droit des journalistes de communiquer des informations sur des questions d'intérêt général dès lors qu'ils s'expriment de bonne foi, sur la base de faits exacts et fournissent des informations « fiables et précises » dans le respect de l'éthique journalistique » (§ 54). *In fine*, les journalistes sont libres de décider de l'opportunité de publier ou non le support de leurs informations en vue de renforcer la crédibilité de leurs propos. La Cour européenne des droits de l'homme conclut que « la publication contestée servait ainsi non seulement l'objet mais aussi la crédibilité des informations communiquées » (§ 55).

Au demeurant, on soulignera que les données fiscales divulguées se rapportaient à des faits nouveaux. Quoique la juridiction strasbourgeoise ne semble pas y avoir été attentive, il n'est pas exclu que cet élément pèse un jour dans la balance. Se référant précisément à l'arrêt *Fressoz et Roire*, la cour d'appel luxembourgeoise a effectivement jugé, dans l'affaire *LuxLeaks*, que les déclarations fiscales des clients de *PricewaterhouseCoopers* remises par Raphaël Hallet au journaliste Edouard Perrin ne présentaient pas d'intérêt public au motif qu'elles n'avaient rien apporté, *in concreto*, au débat sur l'évasion fiscale et la pratique luxembourgeoise des rescrits fiscaux initié par les révélations d'Antoine Deltour quelques années auparavant¹. En ce sens, la proposition de directive déposée le 23 avril 2018 par la Commission européenne précise que la protection des lanceurs d'alerte ne s'applique pas au signalement d'informations qui sont déjà tombées dans le domaine public². En revanche,

¹ Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg (10^e ch.), arrêt du 15 mars 2017, affaire dite *LuxLeaks*.

² Proposition de directive du 23 avril 2018 relative à la protection des personnes signalant des violations du droit de l'Union (COM(2018) 218 final) (ci-après : « Proposition de directive du 23 avril 2018 »), consid. n° 30. Cette exclusion a été reprise dans la Directive sur les lanceurs d'alerte du 23 octobre 2019. Pour un commentaire, voy. A. LACHAPPELLE, « L'encadrement

de telles données continuent, en règle, de relever des droits à la vie privée et à la protection des données. S'ensuit alors le respect d'un certain nombre d'exigences³.

Amélie Lachapelle

juridique de la dénonciation par un lanceur d'alerte au sein de l'Union européenne. Commentaire de la Directive sur les lanceurs d'alerte », *R.D.T.I.*, 2019, n° 3, à paraître.

³ Sur ces exigences, voy. not. A. LACHAPPELLE, « La protection des lanceurs d'alerte (whistleblowers) à l'heure d'Internet » in C. de TERVANGNE et Q. VAN ENIS (dir.), *L'Europe des droits de l'homme à l'heure d'Internet*, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp. 228-237.